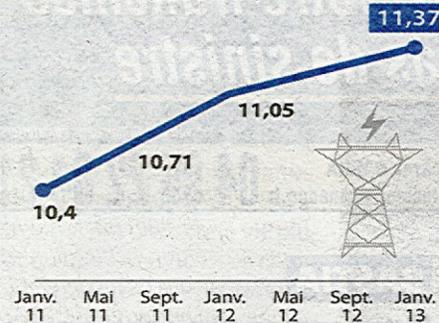


Évolution du prix de l'électricité

Tarif c€/kwh (base 6Kw)

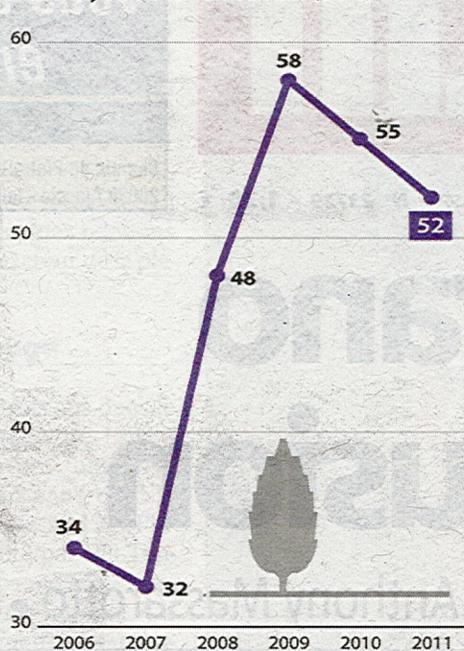


Le prix moyen du panier



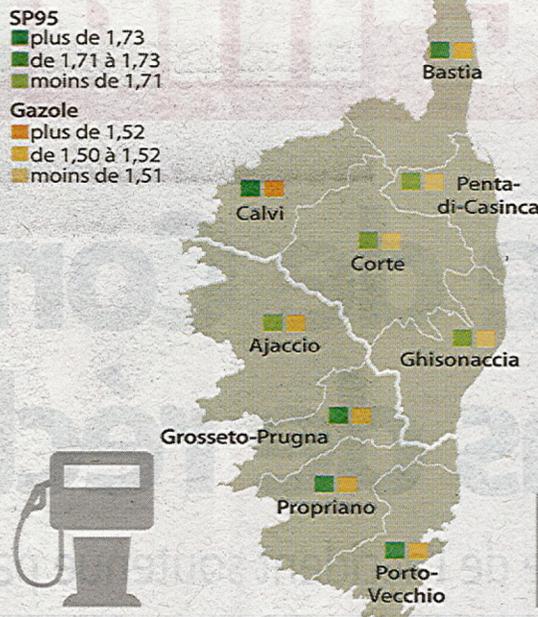
Évolution du prix des terrains de 2006 à 2011

Prix moyen au m² de terrain (en €)



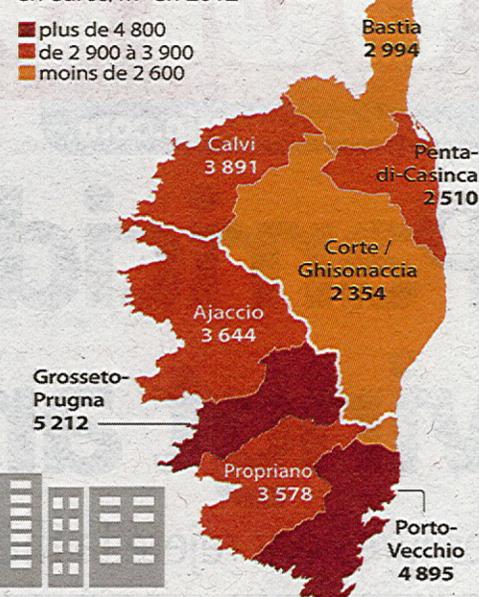
Prix moyen des carburants

par bassin de vie en euros/L au 1^{er} mars 2013



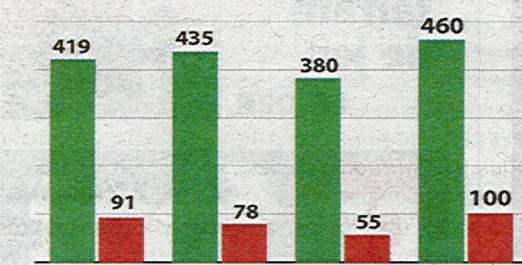
Prix moyen des ventes de logements collectifs neufs

par bassin de vie en euros/m² en 2012



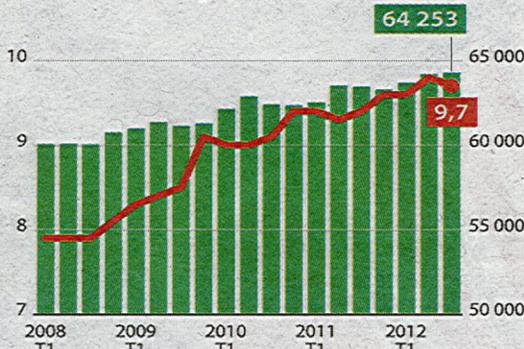
Création et défaillances d'entreprises

Créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs
Défaillances d'entreprises hors auto-entrepreneurs



Chômage et emploi

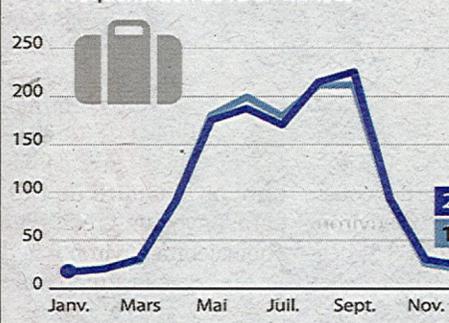
Nombre d'emplois salariés marchands
Taux de chômage (en %)



Tourisme

En milliers d'arrivées

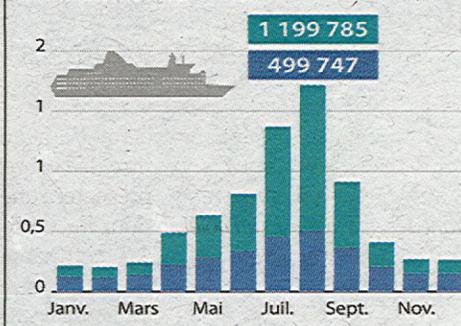
Fréquentation 2011 en nuitées
Fréquentation 2012 en nuitées



Transports passagers aérien et maritime

En millions

Maritime Aérien



Sources : EDF, UFC Que choisir, prix-carburants.gouv.fr / SOeS, ECLN, Insee, Observatoire régional des transports de la Corse (ORTC)

Economie et prix en observation

Opérationnel depuis la fin 2012, un outil centralise, observe et analyse une série d'indicateurs économiques et sociaux. Porté par l'Adec et l'Etat, il deviendra un véritable levier d'aide à la décision

Centraliser, synthétiser et s'interroger sur les données régionales, tels sont les buts de l'observatoire régional économique et social qui a présenté ses premières productions, hier à Ajaccio. « Nous avons déterminé trois dimensions sur lesquelles l'observatoire devra bâtir ses travaux : les données économiques générales de la Corse, les entreprises et les filières et les prix et les revenus. Ces axes ont en commun la volonté d'éclairer et d'optimiser les politiques publiques et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux sur la réalité du territoire », a détaillé Jean Zuccarelli, président de l'Adec, en définissant le plan d'action. Créé en mai 2011 par l'assemblée de Corse, cet outil a été porté par le Groupement d'intérêt public Corse Compétences, le « bras armé » des politiques communes de l'Etat et de la collectivité territoriale, et plus précisément entre l'Adec et la Direccte. « La volonté et l'objectif partagés entre l'Etat et la CTC ont facilité le travail de synergie », a admis le directeur régional des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi, Hervé Belmont, estimant qu'une couverture économique exhaustive et pertinente



Jean Zuccarelli, président de l'Adec et du GIP Corse Compétences, et Hervé Belmont, directeur régional de la Direccte. (Photo Michel Luccioni)

faisait défaut. Il est vrai que la Corse disposait d'un retard structurel en matière d'observation économique. Aucun outil de synthèses n'était jusqu'à présent à la disposition des pouvoirs publics pour décortiquer les mécanismes des prix et analyser les dispositifs de suivi conjoncturels. L'observatoire régional économique, opérationnel depuis le dernier trimestre 2012, observe désormais et met en cohérence les données insulaires. Bien plus qu'un Insee bis,

cet outil constituera une aide précieuse à la prise de décision politique car les données seront croisées entre les trois grands secteurs du champ d'étude : l'économie, le social et les prix. « C'est l'antichambre de la décision politique », considère Jean Zuccarelli. « Les décideurs pourront être mieux armés et réactifs face à cet environnement instable et pourront dégager des stratégies et des synergies valorisantes et adaptées à la Corse », juge le président de l'Adec. L'heure est à l'analyse

des indicateurs, des tableaux de bord réguliers, à l'examen des missions de suivi et de détection, à la critique des chiffres et des écarts, à la production d'informations synthétisées. Le temps de la décision politique arrivera plus tard. « Dans le contexte socio-économique actuel, les administrateurs ont demandé à l'observatoire de centrer son activité immédiate sur les « prix et revenus » avec un focus sur le suivi de l'évolution des prix et la compréhension du mécanisme de formation des prix », avance Jean Zuccarelli.

Une des régions les plus inflationnistes

Comme on pouvait s'en douter, les premières études révèlent par exemple que le prix des carburants croît et qu'il est supérieur à celui pratiqué dans les Hautes-Alpes. Pour la grande distribution, l'enquête confirme que le prix moyen du panier Corse (226 euros) est supérieur au prix moyen du panier national (216 euros). L'écart entre l'île et le Continent est de +5,1 %. L'évolution de l'inflation est aussi plus importante. La Corse est d'ailleurs l'une des régions les plus inflationnistes (+0,6 %

l'après la Picardie. En revanche, le prix moyen du terrain en Corse est en recul. En 2011, ce prix moyen était de 52 euros/m², soit 5,5 % moins cher que l'année précédente. L'île se place ainsi au 12^e rang des régions françaises par ordre croissant des prix du terrain, la moyenne métropolitaine étant de 63 euros le m². Le prix de la maison au m² (1 227 euros) suit la même tendance baissière mais affiche cependant le prix moyen au m²

de la maison le plus élevé de France, devant les régions Ile-de-France, Alsace et Paca. Energie, indice de cherté, consommation des ménages, prix de l'immobilier, parc locatif social, santé des entreprises, marché du travail... Dorénavant, les études sur l'information économique fourmillent au cœur de cet observatoire. Il reste désormais à agir pour booster l'économie insulaire.

PAULE CASANOVA-NICOLAÏ
pcasanova@corsematin.com

Carburants moins chers à Penta-di-Casinca

Entre janvier et février les prix moyens à la consommation du SP95 et du Gazole ont augmenté : 6,7 cts par litre, soit 4,1 % pour le SP95 et 3,5 cts par litre soit 2,4 % pour le Gazole. La déclinaison départementale montre que la hausse du SP95 (7,4 cts) est plus importante en Haute-Corse qu'en Corse-du-Sud (5,7 cts). La hausse du Gazole est de 4,1 cts en Haute-Corse et de 2,7 cts en Corse-du-Sud. Le bassin de vie qui affiche les prix les plus élevés à la fin du mois de février est la région

de Calvi, suivi de Porto-Vecchio ; les prix les moins chers étant appliqués dans les bassins de Penta-di-Casinca et de Ghisonaccia. Au mois de février, les prix des carburants en Corse sont supérieurs à ceux des Hautes-Alpes : + 4 cts par litre pour le SP95 et + 5 cts par litre pour le Gazole ; + 0,1 ct par litre pour le SP95 et + 1,3 ct pour le Gazole dans l'ensemble des points de vente hors GMS. En revanche, le fioul domestique revient à 2,3 cts par litre dans l'île.

Les entreprises corses à la conquête d'une compétitivité renforcée

Une batterie de mesures se met en place, sous la houlette de l'État, pour accompagner les PME insulaires. Ce panel d'aides s'ajoute aux dispositifs existants pour une mobilisation optimale. Et efficace

Essentielle d'un point de vue économique mais aussi stratégique, la réunion qui s'est tenue hier soir au palais des congrès d'Ajaccio. Visant à informer les chefs d'entreprise d'un certain nombre de mesures prises récemment par le gouvernement pour accroître la compétitivité du pays. Autour du préfet Patrick Strzoda, des intervenants, de fait qualifiés. Jean-Jacques Deplette, directeur régional des finances publiques, Hervé Belmont, directeur régional de la Direccte Corse et commissaire au redressement productif, ainsi que Cécile Donsimoni, directrice régionale d'Oséo Corse.

« Aujourd'hui, a lancé le préfet, compte tenu du contexte très préoccupant dans lequel se trouve la France, le gouvernement a engagé un triple redressement. D'une part, des finances publiques afin de revenir à un équilibre budgétaire en 2017. D'autre part de la compétitivité de notre économie. Enfin de l'emploi. Avec un volet défensif - géré par le commissaire au redressement productif - en se positionnant aux côtés des chefs d'entreprise rencontrant des difficultés. Et un volet offensif consistant en la mise en œuvre de toutes les mesures ». Hier soir, il s'agissait donc de

donner des informations pratiques pour que tout un chacun puisse mobiliser des dispositifs qui fonctionnent comme une caisse à outils. Et doivent faire caisse de résonance.

Crédit d'impôt

Une nouvelle donne entre en jeu à compter de 2013, qui vise à redonner aux entreprises les moyens de financer l'amélioration de leur compétitivité, d'embaucher et de former. « Il faudra utiliser au mieux la manne financière mise à disposition, affirme Jean-Jacques Deplette, en sachant que cette dernière est orientée vers l'investissement et le recrutement. En corollaire, deux éléments indissociables, une traçabilité et un dialogue ».

Concrètement, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - qui atteindra 20 milliards d'euros par an à partir de l'exercice 2014, soit 60 millions pour la Corse - équivaut à une baisse des cotisations sociales. Il s'envisage comme une réduction de l'impôt à acquitter en 2014 au titre de l'exercice 2013. Cela représentera une baisse des coûts pour les entreprises d'environ 4 % cette année, puis 6 % dès 2014 de la masse salariale brute en dessous de 2,5 Smic. Ce dis-



Des informations pratiques à destination des chefs d'entreprise, hier soir, au palais des congrès d'Ajaccio, dans le cadre du triple redressement engagé par le gouvernement.

(Photo Pierre-Antoine Fournil)

positif concerne environ 85 % des salariés.

Exemple à la clé : si l'on prend une PME de 20 salariés avec dix d'entre eux touchant 1 425 euros brut/mois et les dix autres touchant 2 851 euros brut/mois et qu'on additionne le total des salaires bruts sur douze mois, on obtient le chiffre de 513 120 euros. Avec un crédit d'impôt équivalent à environ 6 % de la masse salariale brute, l'État rembourse 30 790 euros. Une

somme pouvant autoriser l'embauche d'un salarié au Smic ou un investissement en matériel.

Banque publique d'investissement

Oséo intervient, pour sa part, au titre de filiale de la BPI* grâce à la nature de ses missions. « À cet égard, nous faisons du préfinancement, précise Cécile Donsimoni. Le deuxième outil étant la garantie, auprès des banques,

des prêts de trésorerie. Ces derniers avaient chuté de 7 % depuis janvier 2012. Oséo prend en charge 70 % du risque dès lors où, en contrepartie, les établissements bancaires ne réduisent pas leurs engagements vis-à-vis des entreprises. Depuis la mi-janvier 2013, nous avons déjà assuré 12 opérations pour 1,2 million d'euros de prêt. Oséo a, par ailleurs, pris plus de 700 000 euros de risque ». Une mesure en vigueur dès à présent. « Nous

partons d'un dispositif plan senior consistant à préserver l'emploi des plus de 57 ans pour arriver aujourd'hui aux contrats de génération, explique Hervé Belmont. Toute entreprise maintenant un senior et recrutant un jeune de 26 ans au moins en CDI, perçoit une prime de 4 000 euros par an sur 3 ans, soit 12 000 euros. Ce principe est applicable en catégorisant par taille d'entreprise. Pour celles qui ont moins de 50 salariés, il suffit que le chef d'entreprise se rende à Pôle emploi certifier qu'il fait la démarche requise pour se voir attribuer l'aide. Même dispositif pour la catégorie des entreprises ayant entre 50 et moins de 300 salariés. Mais pour celles-ci, cela doit se mettre en place dans le cadre d'un accord négocié ou d'un plan d'action. Pour les entreprises de plus de 300 salariés, davantage d'aides sont prévues. Ceci étant, nous sommes susceptibles d'appliquer des pénalités si le dispositif n'est pas mis en place ». L'objectif de ce panel de mesures : permettre aux PME insulaires de renforcer leur compétitivité. In fine, d'être concurrentielles...

A.-C. CHABANON
achabanon@corsematin.com

* Pour tout renseignement : <http://www.cice-oseo.fr/>